

Caisse de pensions de l'Association Suisse des Droguistes

(proparis Fondation de prévoyance arts et métiers Suisse)

RÈGLEMENT 2009

Première partie: plan de prévoyance Prorogation sans contributions

Le présent plan de prévoyance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009 pour toutes les personnes assurées dans le plan de prévoyance Prorogation sans contributions (plan LPP étendu). Il concerne les mesures de prévoyance professionnelle LPP définies dans les Dispositions générales du règlement.

Les Dispositions générales (= deuxième partie du règlement) peuvent être consultées auprès de l'employeur ou de l'organe d'application de la caisse de pensions ou leur être demandées.

Caisse de compensation des arts et métiers suisses

Case postale

3001 Bern

Tél. 031 379 42 42

Fax. 031 379 42 43

Dans le présent règlement, les dénominations de personnes et de fonctions sont à la forme masculine. Elles désignent toutefois indifféremment les femmes et les hommes.

Les dispositions réglementaires ont la priorité sur les données figurant sur le certificat personnel (contrôle du montant des prétentions réglementaires à un moment déterminé).

La version allemande du présent règlement fait foi.

1. Cercle des personnes assurées

(cf. chiffre 2 des Dispositions générales)

Les entreprises membres ainsi que les personnes exerçant une activité lucrative indépendante qui appartiennent aux associations affiliées mentionnées dans les Dispositions générales confient l'application de la prévoyance professionnelle à la caisse de pensions. Peuvent continuer à être assurés dans ce plan uniquement les salariés et les indépendants d'un plan de prévoyance de la caisse de pensions préexistant qui ont atteint l'âge ordinaire de la retraite AVS (65 ans pour les hommes et 64 ans pour les femmes), qui poursuivent leur activité lucrative et qui perçoivent à ce titre un revenu de 20'520 CHF au moins. La prorogation du versement des prestations de vieillesse réglementaires (cf. chiffre 11.2.2 des Dispositions générales) doit avoir été demandée à la caisse de pensions au moins 6 mois avant l'arrivée à l'âge ordinaire de la retraite AVS.

2. Bases de calcul

(cf. chiffre 3 des Dispositions générales)

A Age déterminant / Age de la retraite

L'âge déterminant pour la prévoyance est égal à la différence entre l'année civile en cours et l'année de naissance.

La personne assurée atteint l'âge de la retraite au sens du plan Prorogation le premier jour du mois

- suivant la cessation définitive de l'activité lucrative,
- suivant la disparition provisoire (3 mois minimum) ou permanente de la capacité d'exercer l'activité professionnelle ou toute autre activité que la personne assurée pourrait encore raisonnablement exercer,
- suivant le jour du décès,

au plus tard cependant après avoir atteint l'âge de 70 ans (hommes) ou de 69 ans (femmes).

B Avoir de vieillesse

L'avoir de vieillesse se compose:

- de l'avoir de vieillesse accumulé à l'arrivée à l'âge de la retraite AVS (65 ans pour les hommes / 64 ans pour les femmes) en tenant compte de la part obligatoire et de la part supérieure aux exigences légales acquises à ce moment-là,
- des primes uniques éventuelles, et
- des intérêts crédités sur ces montants, conformément aux prescriptions de la Commission d'assurance. La part obligatoire de l'avoir de vieillesse (prestations minimales selon la LPP) est rémunérée en fonction des dispositions minimales légales.

3. Prestations

(cf. chiffres 4 à 10 des Dispositions générales)

A Prestations de vieillesse

- *Rente de vieillesse viagère*

La rente de vieillesse arrive à échéance lorsque la personne assurée atteint l'âge de la retraite selon le chiffre 2. A.

Le montant des prestations de vieillesse prorogées (rente de vieillesse ou versement en capital, pour autant que la personne assurée ait fait usage de cette option conformément au chiffre 10.9.3 des Dispositions générales) est calculé en fonction de l'avoir de vieillesse effectivement disponible selon le chiffre 2. C du plan de prévoyance. La rente de vieillesse est calculée au moyen de taux de conversion relevés selon des principes actuariels et appliqués à la part obligatoire et à la part supérieure aux exigences légales de l'avoir de vieillesse. Le montant d'éventuelles rentes d'enfant de pensionné, de conjoint et d'orphelin est calculé sur la base de la rente de vieillesse assurée ou versée pendant la période de prorogation.

La personne assurée jouissant de sa pleine capacité de gain peut demander le versement en capital d'une partie ou de la totalité de son avoir de vieillesse en lieu et place d'une rente de vieillesse selon le chiffre 10.9.3. des Dispositions générales. A cet effet, elle doit remettre une déclaration écrite à la caisse de pensions six mois au moins avant l'arrivée à l'âge de la retraite selon le chiffre 2. A. Le versement du capital met fin à toute prétention ultérieure à des rentes de vieillesse, d'enfant de pensionné et de conjoint ou de partenaire survivants.

- ***Rente d'enfant de pensionné***

La rente d'enfant de pensionné arrive à échéance lorsque la personne assurée atteint l'âge de la retraite prévu au chiffre 2. A et qu'elle a des enfants ayants droit.

Le montant de la rente d'enfant de pensionné s'élève, par enfant, à 20% de la rente de vieillesse en cours.

B Prestations en cas d'invalidité

- ***Rente d'invalidité***

Lorsqu'une invalidité au sens du chiffre 6.1 des Dispositions générales survient pendant la période de prorogation, une rente de vieillesse selon le chiffre 3. A du plan de prévoyance est versée à compter du premier jour du mois suivant le début de l'incapacité de gain permanente ou provisoire mais d'une durée supérieure à trois mois.

- ***Rente d'enfant d'invalidité***

Lorsqu'une invalidité au sens du chiffre 6.1 des Dispositions générales survient pendant la période de prorogation et que la personne assurée a des enfants ayants droit, une rente d'enfant de pensionné selon le chiffre 3. A du plan de prévoyance est versée à compter du premier jour du mois suivant le début de l'incapacité de gain permanente ou provisoire mais d'une durée supérieure à trois mois.

- ***Libération du paiement des contributions***

Aucune prestation n'est accordée dans ce domaine.

C Prestations en cas de décès

- ***Rente de conjoint survivant***

Une rente de conjoint arrive à échéance lorsqu'une personne assurée mariée décède. La justification du droit aux prestations relève également du chiffre 7 des Dispositions générales. Les prestations de l'assurance-accidents au sens de la LAA sont en principe prioritaires.

Si la personne assurée décède, la rente de conjoint est égale à 60% de la rente de vieillesse calculée selon le chiffre 3 A du plan de prévoyance.

- **Rente de partenaire**

Un ménage commun fondant un droit aux prestations existe lorsque, au moment du décès, les conditions suivantes sont remplies:

- les deux partenaires ne sont ni mariés ni apparentés et
- ils vivaient dans le même ménage depuis cinq ans, et
- le partenaire survivant doit subvenir à l'entretien d'un ou de plusieurs enfants, ou la personne assurée a couvert au moins la moitié des frais du ménage commun durant les cinq dernières années de sa vie.

Un ménage commun fondant un droit aux prestations peut aussi être formé par deux personnes de même sexe.

L'existence d'un ménage commun fondant un droit aux prestations doit être déclarée à la caisse de pensions au moyen d'une confirmation écrite et dûment signée par les deux partenaires.

Le montant de la rente de partenaire correspond à celui de la rente de conjoint.

- **Rente d'orphelin**

Une rente d'orphelin arrive à échéance lorsqu'une personne assurée décède et laisse des enfants ayants droit. La justification du droit aux prestations relève également du chiffre 9 des Dispositions générales.

Le montant de la rente d'orphelin s'élève, par enfant, à 20% de la rente de vieillesse selon le chiffre 3 A du plan de prévoyance.

- **Capital en cas de décès**

Le capital-décès arrive à échéance lorsque la personne assurée décède avant d'avoir atteint l'âge de la retraite. Le droit au capital-décès se fonde sur le chiffre 8 des Dispositions générales.

Le montant du capital en cas de décès correspond à l'avoir de vieillesse à la fin du mois au cours duquel est survenu le décès, dans la mesure où cet avoir de vieillesse ne sert pas à cofinancer une rente de conjoint ou une indemnité correspondante.

4. Financement

(cf. chiffre 14 des Dispositions générales)

A Contributions

Ni la personne assurée ni son employeur ne versent de contributions.

B Prestations de libre passage / Primes uniques

La prise en compte de prestations de libre passage et le rachat à concurrence des prestations réglementaires maximales ne sont pas possibles pour les personnes assurées dans le plan Prorogation.